

LE PRESIDENT

JOURNAL NAPOLEONIEN

Bureaux : Grande Rue Mercière, n. 22.

Lyon, 26 Mai 1849.

Que veulent-ils ?

Il y a tant d'inconséquence et de folie dans la conduite des Montagnards, que nous ne comprenons pas, au milieu de leurs déclamations violentes et de leurs interpellations forcées, le but qu'ils poursuivent.

Il ne faut rien moins qu'une éducation politique à peine ébauchée comme celle de la France, il ne faut rien moins que des passions irritées comme celles de notre population mobile, pour expliquer l'influence qu'exercent encore sur le pays des hommes aussi pauvres en idée et aussi incapables en pratique.

Ils veulent la guerre, et ils désorganisent nos finances, ils réduisent notre armée, ils bouleversent notre budget; ils veulent la guerre, et ils démoralisent nos soldats, ils énervent la discipline, ils ébranlent la fidélité au drapeau; ils veulent la guerre, et ils affaiblissent le pouvoir, ils déconsidèrent les généraux, ils insultent l'autorité; ils veulent la guerre, et ils sèment la désunion parmi les citoyens, ils excitent les haines, ils entretiennent les défiances; ils veulent la guerre, enfin, et, avant de conduire la France en face des étrangers, ils veulent faire de ce beau pays un théâtre de luttes fratricides et un monceau de ruines; ils veulent, en un mot, livrer cette patrie bien-aimée aux outrages de ses ennemis sans qu'elle puisse se défendre, comme une vierge pudique dont on enchaîne les bras, dont on paralyse les forces, afin de la déshonorer impunément.

Les Montagnards remplissent cet office odieux; ils épuisent la France, et pour la coupable satisfaction de leur orgueil, pour la funeste réussite de leurs projets, ils la conduiront faible et désarmée contre un ennemi vigoureux et puissant.

Hélas! ne parlez pas de patrie ni de liberté; ne

parlez ni de gloire ni d'honneur: ces mots dans vos bouches hypocrites perdent toute leur signification, c'est un mensonge ajouté au masque. Votre patrie à vous, c'est le lieu où vous réglez; votre liberté, c'est la tyrannie de la terreur; votre gloire, c'est de faire défiler devant vos bandes nos régiments désarmés; votre honneur, c'est d'interdire l'entrée de Paris aux soldats français.

Naguère encore vous appeliez les Cosaques vos frères et vos amis; naguère encore vous plaisantiez sur cette affection sainte que la patrie nous inspire, mais aujourd'hui vous trouvez un prétexte d'agitation, un sujet de trouble dans un cri de guerre, et aussitôt vous demandez le combat contre les Russes et les Autrichiens auxquels vous offriez, il y a peu de jours, le baiser de la fraternité socialiste.

Allez, allez! nous savons ce que vaut votre patriotisme.

Nous aussi nous voulons la guerre; nous aussi nous voulons que la France reprenne dans le monde le rang qui lui appartient, et que de misérables révolutions lui ont enlevé. Mais pour que cette guerre soit victorieuse, pour que l'épée de la France rayonne forte et irrésistible, nous voulons que le soldat, fidèle à son serment, obéisse à ses chefs et meure à l'ombre de son drapeau; nous voulons que le gouvernement soit respecté et obéi; nous voulons que nos finances soient sagement administrées; nous voulons que toute dissension cesse, et que le danger de la patrie mette fin à toute prétention socialiste, à toute opposition systématique, à toute intrigue ambitieuse, à toute conspiration criminelle.

Oui, nous voulons la guerre, mais pour grandir la France, pour ajouter à sa prospérité et à sa puissance de nouveaux éléments; et vous, messieurs de la Montagne, vous la voulez afin de trouver dans les ruines qu'elle fera, dans les désordres qu'elle provoquera, le piédestal sanglant qui doit servir d'autel à vos doctrines insensées.

Vous voulez la guerre pour vous, nous la voulons pour le pays; il y a entre vous et nous l'abîme qui sépare le culte de la patrie du culte de l'ambition.

Des troubles graves ont eu lieu à Montpellier dans la soirée du 18. On avait fait courir le bruit que le ministre avait été mis en accusation, que le général Changarnier avait été arrêté, et qu'une dépêche télégraphique était arrivée à la préfecture. Une foule d'individus, le club des montagnards en tête, voulaient forcer l'hôtel de la préfecture, malgré l'assurance qu'avait donnée le préfet qu'il n'avait reçu aucune dépêche. Pendant une heure et demie ces forcenés firent les plus grands efforts pour enfoncer la porte, et si les troupes n'étaient pas arrivées mettre le bon ordre, on aurait peut-être les plus grands malheurs à déplorer.

Le lendemain tout était tranquille, les scellés ont été mis sur les papiers du club montagnard, et un grand nombre d'arrestations de ceux qui proféraient les plus coupables menaces ont complètement rendu le calme à cette malheureuse cité.

Cette tentative d'émeute s'est accomplie le 18 mai, jour désigné par les socialistes pour une insurrection qui devait éclater dans plusieurs grandes villes à la fois.

Il s'éleva un cri général de réprobation contre un si grand nombre d'électeurs qui se sont abstenus de voter. Un journal vient, à ce propos, d'émettre une idée dont pourrait bien s'emparer quelque membre de la prochaine Assemblée. Par analogie aux pénalités pécuniaires qui frappent le défaut d'exercice de certains droits et devoirs civiques, sans excuse légitime, il s'agirait d'imposer une amende de 50 fr. à tout électeur qui négligerait de voter sans cause majeure et dûment constatée.

FEUILLETON DU PRÉSIDENT.

Les trois cartouches DU GRENADEUR BONTEMPS

PAR AMÉDÉE SELLIER.

VII.

Waterloo. --- La dernière cartouche.

Par une fatalité sans exemple, le maréchal Mortier fut pris inopinément d'une sciaticque, trois jours avant notre entrée en campagne, et il fut obligé de quitter son commandement pour se retirer dans une villa frontière jusqu'à sa guérison.

L'empereur, dévoré de soins et de soucis, apprit avec une vive douleur cette nouvelle fâcheuse qui devait changer toutes les combinaisons de commandement qu'il avait déjà faites.

Un remaniement devenait nécessaire, et Berthier, le prince de Wagram, n'était plus là pour éviter ce travail à l'empereur. Napoléon vit là une atteinte de la fortune adverse: il se résigna pourtant; mais au lieu de donner ce précieux commandement à un de ces jeunes généraux divisionnaires tels que Gérard,

Foy ou Excelmans, il le fractionna. De là les inévitables fluctuations de la journée, de là ces charges intempestives de la cavalerie de la garde, de là la trop longue neutralité de la vieille garde pendant l'action, de là, enfin, ces délais maudits qui nous enlevèrent la victoire, quand nos baïonnettes pouvaient percer le dernier Anglais, et notre mitraille anéantir leur dernier drapeau.

La vieille garde, presque constamment l'arme au bras, pendant la première partie de cette magnifique journée du 18 juin, assistait comme spectatrice à cette lutte sanglante; elle attendait avec une patience de lion le moment de donner et de fixer la victoire. Cet ordre n'arriva pas pour le malheur de la France.

Cependant les Anglais foudroyés, rompus par l'artillerie française, se disposaient à battre en retraite, lorsque les Prussiens apparurent. A cette vue, ils reformèrent leurs lignes, et une charge désespérée de leur cavalerie, ordonnée par Wellington, donna le temps aux divisions britanniques, belges et hano-vriennes de se préparer à reprendre l'offensive.

— Nous avons eu les cœurs et les tréfiles pour tous jusqu'à présent, dit à voix basse le sergent Bontemps au capitaine Deleuze, mais voilà les piques et les carreaux qui arrivent, de quel côté fera-t-on *atout* ?

Les vieux soldats de la garde avaient tous le sens et le coup-d'œil militaires. L'habitude de voir mou-

voir de grandes masses les rendait parfaitement aptes à juger des manœuvres qu'on allait tenter.

La voix de Cambronne se fit entendre, il commanda de se former en colonnes par divisions.

— Bon! se dit Bontemps, nous allons marcher!

On ne marche point encore.

Le peloton où se trouvait le sergent Bontemps formait la tête de la première colonne; de sa place de guide de gauche, il découvrait le champ de bataille!...

C'était beau, mais il frémissait et mordait ses moustaches de rage de ne point marcher en avant. Les mains et le cœur lui démangeaient.

— Patience! se disait-il, le moment n'est peut-être pas encore venu. Il viendra, sans doute, et nous allons donner un rude coup de collier. Ah! mon pauvre lieutenant Dallonville, fit-il, où êtes-vous pour prendre part à la danse?

Mais la garde continuait à ne pas bouger. Le soleil, lui, marchait toujours dans l'intérêt des Anglais et des Prussiens. Napoléon n'était plus le Josué des Pyramides et d'Austerlitz.

Cependant, les cuirassiers français escaladèrent, chose inouïe! — le grand plateau, et l'émaillèrent en un instant de sabres, de casques et de cuirasses. L'ennemi s'y porta en force; la cavalerie de la garde courut au secours des cuirassiers sans en avoir reçu

Sur la discipline de l'armée.

C'est à la fois une mission fatale et impie que de préparer l'indiscipline de l'armée : nous qui aimons les choses historiques, remontons un peu aux temps anciens et suivons ce beau culte du soldat pour le drapeau et les chefs qui le conduisent à la victoire et à l'honneur.

Les légions romaines, ce grand exemple de la patience et de la résignation militaires, ces vétérans qui marchaient constamment à travers les voies de l'empire depuis la Grande-Bretagne jusqu'à l'Égypte et la Syrie, rentraient dans le devoir par ce seul mot que les centurions et les tribuns leur jetaient à la face dans une sédition : *Quirites*, c'est-à-dire *bourgeois*, *citadins*. Dès qu'ils se révoltaient, dès qu'ils murmuraient, les vétérans n'étaient plus dignes du nom de soldats !

Dans la vieille histoire de notre France, on ne trouve pas un seul fait grave de sédition militaire : lorsque de rares exceptions se produisaient aux camps, les soldats eux-mêmes, indignés, en faisaient justice.

Ce n'est qu'à partir de 1789 que les révolutionnaires ont commencé par les attéchements du vin, des femmes perdues et des mauvaises paroles, de faire désertir l'honneur du drapeau ; ils commencèrent par les *gardes françaises* et *Château-Vieux*, et les bons et vieux soldats rougirent bientôt du rôle ignoble qu'on leur faisait jouer.

De là les premières défaites de nos armées en 1792 ; les mauvais soldats, les volontaires au lieu de courir à l'ennemi aimaient mieux assassiner, pendre les officiers ; aussi les Prussiens vinrent-ils jusqu'à Verdun.

Ce fut la grande tâche du comité de salut public que de rétablir la discipline ; il y revint par la violence et parfois par la terreur. Mais on ne vit plus de sédition aux camps. Il y eut partout respect de l'officier, du général, et les soldats eux-mêmes firent la police des camps.

Quelle était splendide l'organisation de l'armée sous le consulat et l'empire ? quelle obéissance, quel respect pour le drapeau au milieu des privations de toute espèce et de campagnes déplorables ! La discipline et l'amour de l'empereur Napoléon étaient arrivés à être une religion : et une religion est une grande chose.

Sous la restauration, chacun a souvenir de la discipline admirable de la garde royale, tradit-on vivante de l'armée sous l'empire ; ces hommes, doux comme des enfants, fiers comme l'honneur, moururent pour la fidélité au drapeau.

Honte à l'école révolutionnaire, qui proclame avec une arrière-pensée perfide la doctrine des baïonnettes intelligentes ; elle espère ainsi tuer la discipline, c'est-à-dire détruire la force d'un Etat, et elle sait bien que si la guerre est déclarée, il n'y a point de victoire possible sans discipline.

Nous lisons dans une correspondance de Paris :

« Il est positif que le général Changarnier a donné aux officiers supérieurs placés sous ses ordres l'ordre de n'obéir qu'à ses réquisitions. Nous avons oui dire que le motif de cet ordre était pris dans quelques faits graves qui se passaient ou se préparaient. Il ne s'était agi de rien moins que de mettre 25,000 hommes de la garnison de Paris sous les ordres d'un général membre de l'Assemblée, si elle s'était déclarée en permanence. Avec 25,000 hommes commandés par un chef sans lequel on croyait pouvoir compter, on aurait pu faire beaucoup de choses, on pouvait aller jusqu'à proposer des mises en accusation et les exécuter. Dans tous les cas, le décret était rédigé. Mais le général en question refusa d'y acquiescer et d'accepter ce commandement. Mais si la per-

manence avait été maintenue, si les troupes avaient été requises, si des mesures révolutionnaires avaient été adoptées, la sûreté de la capitale, le gouvernement lui-même étaient menacés. »

ITALIE.

Turin, 23 mai 1849.

Le roi Victor-Emmanuel va beaucoup mieux. Les mouvements de fièvre qu'il avait ressentis hier sont moins violents aujourd'hui. Dans tous les cas, comme sa convalescence exige du calme et de la tranquillité d'esprit, il a chargé son frère Ferdinand-Marie-Albert, duc de Gênes, de le remplacer pour toutes les questions urgentes que nécessiterait le gouvernement du royaume.

Venise, 14 mai 1849.

Les Autrichiens font des travaux de siège sous le fort Malghera, mais notre artillerie leur fait beaucoup de mal ; le temps, fort mauvais du reste, semble conspirer contre eux et détruit une partie de leurs travaux du côté de terre. Nous faisons beaucoup plus de tort aux Autrichiens qu'ils ne peuvent nous en faire.

La flotte nous resserre de plus en plus par mer et les communications deviennent plus difficiles. Mais nous ne perdons pas courage.

Le paquebot le *Lombardo*, capitaine Dodero, parti de Civitta-Vecchia le 21, est entré hier dans notre port. A son départ de Civitta-Vecchia, l'armée française était toujours campée sous les murs de Rome. On disait que le triumvirat n'avait pas pu s'entendre avec le représentant de la France, M. de Lesseps, et qu'il refusait de souscrire aux propositions qui lui avaient été faites. Voici, d'après un journal du soir, le résumé du débat qui s'est engagé à ce sujet dans la séance du 19 mai courant de l'Assemblée romaine :

« Après la lecture d'une lettre, en forme de préambule, de l'envoyé français, M. de Lesseps, les trois commissaires désignés par l'Assemblée romaine ont présenté le projet suivant d'une convention proposée par le représentant français :

« 1° Les Etats romains réclament la protection de la République française.

« 2° Les populations romaines ont le droit de se prononcer librement sur la forme de leur gouvernement ;

« 3° Rome accueillera l'armée française comme une armée de frères. Le service de la ville se fera conjointement avec les troupes, et les autorités du pays civiles et militaires fonctionneront suivant leurs attributions légales.

« Ces propositions, portées à la connaissance de l'Assemblée, ont reçu, après une courte discussion, la réponse suivante, adoptée à l'unanimité :

« L'Assemblée éprouve le regret de ne pouvoir admettre le projet de l'envoyé extraordinaire du gouvernement français.

« Elle charge le triumvirat d'en faire connaître les motifs, et de poursuivre les négociations nécessaires pour établir les meilleurs rapports entre les deux républiques. »

D'après les nouvelles de Rome du 19 mai, les débris de l'armée bolonaise étaient arrivés dans la capitale, et on annonçait qu'un corps expéditionnaire de 10 à 12,000 hommes, commandé par Garibaldi, s'était mis à la poursuite de l'armée napolitaine qui avait commencé à battre en retraite d'Albano sur Velletri.

tement succède la débandade ; les colonnes se rompent, les régiments se disjoignent ; l'artillerie en voulant sauver ses pièces contribue, en traversant au galop les intervalles des corps, à semer la confusion et à augmenter le désordre. Bientôt fantassins, cavaliers et artilleurs, foule aveugle et démoralisée, vient se heurter contre le front de la garde.

Mais ces intrépides soldats ne bougent pas. Ils résistent à cette mer houleuse et frémissante qui passe autour d'eux, comme les flots de la mer Rouge autour de l'arche d'Alliance.

Après les fuyards survient l'ennemi, l'ennemi ce matin encore si épouvanté, ce soir si superbe, comme un poltron qui aurait blessé un brave adversaire.

Arrivés devant cette glorieuse milice, devant ces débris vivants et vénérables d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram, de Moscou, de Dresde, de Leipsick, de Montmirail et de Champ-Aubert, les têtes de colonnes ennemies s'arrêtent saisies de respect, et par un mouvement spontané, présentent les armes au lieu de faire feu.

— Rendez-vous, braves soldats, crie alors un général ennemi.

— La garde meurt et ne se rend pas, répond le général Michel.

Vive l'Empereur ! acclament les soldats de la garde, tout d'une voix.

Trieste, le 13 mai 1849.

La frégate à vapeur le *Panama*, venant de Toulon, Civita-Vecchia et Ancône, est arrivée ce matin. Ce steamer devait s'arrêter à Ancône, est arrivée ce matin. Ce port lui a été refusé ; on lui a fait savoir, du reste, en l'invitant à s'éloigner, que le consul de France s'était retiré ici.

Il n'y avait devant Ancône qu'un brick de guerre anglais.

Une vive agitation régnait ce matin dans la salle des Pas-Perdus à l'Assemblée nationale. L'attente où l'on était d'une discussion orageuse était la cause de ce mouvement inusité. On sait qu'il s'agissait de continuer la discussion sur la demande d'enquête formulée par M. Ledru-Rollin au sujet de la conspiration ourdie, disait-on, par M. le général Changarnier.

A deux heures, on voit entrer M. Considérant qui tient sous le bras M. Rattier, sergent au 48^e de ligne, élu représentant. L'honorable M. Rattier, ancien garçon tailleur, est un homme de trente et quelques années. Il est vêtu de la capote d'uniforme. Quelques instants après, un gardien le conduit au secrétariat de la questure pour y retirer sa carte. M. Emile de Girardin cause avec animation au milieu d'un groupe avec plusieurs membres de l'opposition avancée. La garde du palais est confiée aux tirailleurs de Vincennes, dont le corps a été mis en cause hier par M. Considérant. Les officiers se promènent dans la salle des Pas-Perdus. Il est clair que toutes les précautions sont prises ; M. Yon, commissaire de police, ne quitte pas la salle, ainsi que M. Caumont, commandant militaire du palais.

A deux heures un quart, entre M. Boichot, le sergent-major du 3^e léger, qui, comme Rattier, va chercher sa carte à la questure. M. Boichot, en petite tenue, portant la casquette et la tunique, est un jeune homme à l'œil noir et vif, plein de résolution, à l'air intelligent.

Le ministère nouveau paraîtra samedi ou dimanche matin au *Moniteur*.

On annonce que MM. le maréchal Bugeaud, Napoléon Daru, L. Benoit, sont nommés ministres de la guerre, des travaux publics et des finances. Ces trois nominations sont arrêtées. M. le maréchal Bugeaud a la présidence du conseil.

Ce matin il y avait foule à l'hôtel de l'état-major qu'habite le général Changarnier ; on se disputait l'honneur de se faire inscrire chez le brave soldat, sur qui les révolutionnaires déversent leur haine sanglante. Si cela devient nécessaire, tous les bons citoyens se presseront aux côtés de ces courageux champions de l'ordre dont le nom seul inspire tant de terreur et de rage aux coryphées de la révolte, et aux lâches brailleurs qui n'oseraient pas le regarder en face, s'il s'agissait de combattre ailleurs qu'auprès du verre d'eau sucrée, et sous la protection de la sonnette de M. Armand Marrast.

l'ordre. Ce fut alors une bataille au milieu d'une autre bataille.

Bontemps jugea la gravité de ce mouvement désordonné :

— Je crois que nous avons mangé notre pain blanc en premier, murmura-t-il, notre cavalerie se perd mal à propos, et dans une heure peut-être elle nous serait si utile !

Le sergent avait raison. L'acharnement des cuirassiers et de la cavalerie de la garde devait produire de sinistres résultats.

La bataille continuait toujours ; les décharges de cinq cents pièces de canon, les charges de quatre-vingt mille cavaliers, la mousqueterie de trois grandes armées, également acharnées les unes contre les autres, faisaient un vacarme effroyable ; on ne se sentait pas blesser, on ne s'entendait pas mourir.

Bulow était arrivé ; Blücher parut à son tour ! Wellington et ses Anglais, tout à l'heure agonisants, étaient désormais sauvés ; l'armée française, affaiblie par une lutte inégale de quatorze heures, était perdue.

On recule d'abord en bon ordre ; mais les troupes fraîches de l'ennemi nous chargent de front, nous harcellent en flanc. Quatre-vingt canons prussiens tirent à bout portant sur notre centre désorganisé.

La retraite ne se fait plus avec régularité. Au flot-

C'était le *Morituri te salutant, Caesar!* des cohortes prétoiriennes.

Une horrible décharge suit de près ces paroles héroïques : les coups répondent aux coups, les baïonnettes se mêlent comme les épées, les fusils s'entrechoquent ; on se bat de si près que la bourre des canons de mousquet vient noircir la figure de chaque adversaire : on s'étreint corps à corps ; les commandements français et anglais des officiers se font entendre à la même portée ; c'est un chaos, c'est un champ clos où personne ne recule, où chacun meurt à sa place.

Pourtant des bataillons prussiens accourent se joindre aux bataillons anglais pour renverser cette citadelle vivante,

Les rangs de la garde s'éclaircissent, tous ces grenadiers tombent avec fracas comme des chênes abattus par la tempête.

Un cri domine bientôt toutes les clameurs de rage, tous les rugissements de l'agonie.

Au drapeau ! à l'aigle ! sauons l'aigle !

Tout ce qui reste debout parmi les grenadiers se porte vivement sur le peloton du drapeau pour mourir autour de sa hampe glorieuse ; mais en ce moment, une charge de hussards hanovriens vient prendre à revers le carré qu'une batterie de douze pièces de canons anglais écrase et décime sous ses décharges

CHRONIQUE PARISIENNE.

Hier, des maçons socialistes sont allés à l'Assemblée nationale même féliciter leur confrère M. Nièvre, représentant de la Nièvre, qui leur a gâché un speech sentant le mortier socialiste et la truelle républicaine.

Le sergent Boichot, qui sort de l'École polytechnique, et qui est un soldat à peu près comme en 1848 tant de candidats étaient des ouvriers de circonstance, doit avoir aussi son ovation.

On parle de la mort de M. Deslongrais, malade depuis 15 jours environ, et qui a succombé à une attaque de choléra.

Le général Lebreton, qui souffrait depuis quelques jours d'une violente dysenterie, prodrome de l'épidémie, est à peu près rétabli, ainsi que M. le général Rollière, atteint de la même indisposition.

L'état de Mme Marrast a empiré, dit-on, depuis une semaine. Une chaise à porteurs est venue ce matin à la présidence pour la transporter à son domicile habituel.

On lit dans le *Moniteur* :

« Un journal critique, comme ayant été accompagnées de restrictions défavorables à la mission religieuse de Madagascar, les dispositions prises par le ministre de la marine et des colonies pour l'embarquement de M. l'évêque de Pella et du personnel religieux qui l'accompagne.

Le ministre croit avoir témoigné, autant qu'il était en son pouvoir, le légitime intérêt que lui inspire cette mission, en lui accordant sur les bâtiments de l'Etat tous les passages qu'elle a demandés, et en mettant au compte du service colonial tout ce qui, dans les frais de ces passages, pouvait être régulièrement alloué sur les crédits des budgets.

Une lettre de M. l'évêque de Pella exprime au ministre toute sa reconnaissance pour ces dispositions. »

Voici quels sont les anciens membres de la chambre des pairs et de la chambre des députés qui n'ont pas fait partie de l'Assemblée nationale, mais qui seront membres de la législative.

Pairs : MM. Lauriston, de Vandœuvre, Mathieu de la Redorte, de Hautpoul, duc de Broglie, Piscatory, H. Passy, Ney de la Moskowa, de Keratry, Girard, de la Ribouillère, d'Ornano, Launes de Montebello, d'Hunlestein, de Mouchy, Ségur, d'Aguesseau. Les pairs qui feront partie de la législative, après avoir fait partie de l'Assemblée nationale sont : MM. Sauvaire Barthélemy, comte Curial, Molé, de Montalbert, de Sestmaison, Ch. Dupin, Victor Hugo.

Députés : M. Janvier, Dampierre, d'Hunoy, David (Deux-Sèvres) Hernoux, Darblay, Barre, Vitet, Estancelin, Roger (du Nord), de Grammont, Chegaray, de Morny, Plichon, Barillon, de Lebecque, Marchand, Estiboudois, Behaguel, Stapland, de Vatey, Coupot de Bevaux Lemamys, Augustin Gireau, Louvet, Lanchouche, de Grasset, de Lagrange, Lacave-Laplagne (mort), Benoît, Desmousseaux de Givre, de Fontenay, d'Houdetot, Casimir Perrier, Cambacérés, Busnière.

Nous dirons un autre jour quels sont les membres de l'Assemblée constituante qui ont perdu la confiance des électeurs du 13 mai; ils sont trop nombreux pour que nous en fassions aujourd'hui même l'énumération.

— Les représentants nouvellement nommés par le

parti modéré, qui doivent faire partie de l'Assemblée législative, sont déjà réunis en grand nombre à Paris. Ils vont tenir demain ou après-demain une grande réunion politique, pour aviser à la conduite qu'ils doivent tenir dans les circonstances actuelles.

— L'attitude révolutionnaire prise par la chambre depuis plusieurs jours, mais notamment dans la séance d'avant-hier, à propos de la proposition Joly père, est de nature à nuire considérablement aux affaires déjà si difficiles sur notre place.

Les transactions faites dans la soirée l'ont prouvé. On annonce une nouvelle baisse pour aujourd'hui.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Suite et fin de la séance du 25 mai 1849.

Une discussion longue, vive et passionnée s'engage à propos d'articles publiés par la *Démocratie Pacifique* et la *Presse*.

Elle est soulevée par M. Crémieux.

MM. Considérant, P. Bonaparte, Saint-Romme, le président du conseil, Ledru-Rollin, le général Charras, sont successivement entendus.

M. Considérant accuse le président de la République de conspirer contre la République.

M. P. Bonaparte lui dit qu'il en a menti.

Le président le rappelle à l'ordre.

M. Ledru-Rollin demande une enquête sur une lettre du général Changarnier, prescrivant aux chefs de corps de n'obéir qu'aux ordres directement émanés de lui.

Renvoi de la discussion à demain.

La séance est levée.

Séance du 24 mai. — Présidence de M. Grévy, v. p.

A 2 heures 1/2 la séance est ouverte.

Une certaine agitation règne dans l'Assemblée.

Au dehors on remarque quelques rares groupes de curieux; mais aucune animation. Ces groupes paraissent plutôt formés de personnes qui sollicitent l'entrée dans les tribunes, que de gens mal intentionnés.

On n'y voit pas de blouses. L'intérêt seul du débat qui va continuer, semble attirer les curieux et les grouper.

M. LE PRÉSIDENT : Il va être procédé à un nouveau scrutin sur la proposition tendant à apporter en France les cendres du général Carnot.

Celui ouvert hier n'ayant pas donné de résultat, le scrutin est ouvert.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur une demande d'enquête.

M. LE MINISTRE DE LA JUSTICE : J'ai cru de mon devoir d'employer le temps qui s'est écoulé entre les deux séances pour m'informer de ce qui s'était passé relativement au fait apporté à cette tribune, et qui concernerait un ordre donné par M. général Changarnier. Je me suis adressé directement à lui pour avoir des explications. Le général m'a répondu qu'il n'avait jamais en rien voulu mettre en question les droits de l'Assemblée et de son président; quand il a écrit la lettre qui a été apportée à cette tribune, il n'avait aucune connaissance de l'intention qu'a eue, un moment, le président de l'Assemblée de requérir les troupes. Son désir de se conformer aux volontés de l'Assemblée ressort, selon lui, de son empressement à mettre à l'ordre du jour de l'armée, et de faire afficher dans toutes les casernes le dernier ordre du jour de l'Assemblée sur les réquisitions des troupes par son président. (Très bien! à droite.) Je n'ai pas cru devoir pousser plus loin mes investigations. Ces déclarations du général Changarnier paraîtront, je l'espère, suffisantes à l'Assemblée. (Très bien!)

M. V. CONSIDÉRANT : Je n'ai rien à infirmer des faits que j'ai publiés. Je me contenterai de rapporter quelques détails d'une conversation que j'ai eue avec M. le président du

conseil relativement à ces faits. Dans une de ces conversations, M. O. Barrot m'a dit que les intentions du président de la République étaient excellentes, mais que malheureusement son entourage cherchait à le pousser à des excès. (Allons donc! à l'ordre! c'est inconvenant!)

M. LEDRU-ROLLIN : On ne conteste pas la lettre qui a été écrite par le général Changarnier; on l'explique; on ne cherche même pas à la justifier. Le général n'aurait pas eu connaissance de l'intention manifestée, un moment, par l'Assemblée de rester en permanence.

Il n'aurait pas eu l'intention de contrecarrer le vœu et la volonté de l'Assemblée! Ne semble-t-il pas que le général soit à cent lieues de Paris! Ne semble-t-il pas qu'il puisse ignorer ce qui s'y passe! Est-ce qu'il n'a pas un siège dans cette Assemblée? Est-ce que par sa position même il peut ignorer ce qui se passe ici? L'Assemblée remarquera la coïncidence de cette lettre avec la volonté de permanence exprimée. Elle remarquera que la lettre est écrite de la main même du général. (Bruit.) Qu'on nomme une commission; qu'on interroge les officiers généraux et supérieurs de l'armée sous Paris, et l'on aura la confirmation du fait que j'ai apporté ici.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL : Je demande la permission à l'orateur de l'interrompre un moment... (Parlez!) Il vient de dire que l'ordre était écrit de la main même du général... Je suis fâché qu'il soit si mal informé. Il serait déplorable qu'il le fût aussi mal sur les autres points. J'ai une lettre du général Changarnier où il me dit : La lettre n'a point été écrite par moi; mais je l'ai dictée. (Rumeur. — Agitation.)

La séance continue.

Nouvelles de Lyon.

Nos représentants ne sont pas aussi terribles qu'on veut bien le supposer, puisqu'ils parviennent même à déridier la *Gazette-Union*; les lecteurs en jugeront par l'anecdote suivante extraite des colonnes de ce journal :

L'un de nos nouveaux élus expliquaient, il y a quelques jours, la position que la députation lyonnaise veut prendre à l'Assemblée.

« Chacun de nous, disait-il avec un admirable sérieux, s'occupera des choses pour lesquelles il a de l'aptitude, mais nous n'avons pas l'intention de parler souvent; moi je me réserve les questions sociales et le phalanstère, je partagerai avec Considérant la tâche pénible de faire comprendre au pays ces doctrines nouvelles; Chanay correspondra avec le *Censeur*; Pelletier, Dautre, Benoit, Greppo, Fond, Faure, voteront avec moi et s'occuperont beaucoup de la question des vins; Mathieu optera pour la Drôme; songez à le bien remplacer.

« Oh! soyez tranquille, lui répondit un de ses interlocuteurs, il serait vraiment dommage de gâter un si bel ensemble; nous vous adjoindrons le citoyen V... , le citoyen Jean de Ba vière, ou bien encore le citoyen J... »

« Pas de mauvaise plaisanterie, il parle trop et trop mal, il me ferait concurrence; ce n'est pas que je tienne à gravir souvent les degrés de la tribune, non, je hais les discours et les discoureurs; des affaires, des affaires et moins de paroles. »

Nous sommes, en cela, de l'avis du représentant rouge; mais faut-il bien nous fier à lui? Un de ses amis, trahissant, à tort sans doute, le secret de l'intimité, nous a assuré qu'il emportait avec lui une malle pleine de manuscrits qu'il compte lire à la tribune, pour faire suite aux incommensurables élucubrations de Pierre Leroux et de Considérant. Cet indiscret ami parle de quinze ou vingt projets de loi sur le phalanstère, l'amélioration du Globe, de la race

réitérées.

C'en est fait, la garde impériale a vécu.

Quelques groupes de grenadiers échappent à la fureur de l'ennemi.

Dirigés par des officiers ou des sous-officiers, ces groupes se postent dans les plis de terrain, dans des ravins, contre des bouquets de bois ou dans les débris de maisons foudroyées par l'artillerie.

Dans ces retranchements improvisés, ces intrépides soldats reprennent encore l'offensive.

Le sergent Bontemps commande une de ces escouades qui veulent mourir en combattant.

Bientôt un bataillon anglais tout entier vint charger cette poignée de soldats qu'un mauvais mur couvrait à peine.

— Rendez-vous, dit l'officier.

— On vous a déjà dit que la garde ne se rendait pas, répondit Bontemps. Feu!

Un feu de file bien nourri suit de près ce commandement.

Mais les Anglais, par un seul feu de peloton, met-

tent hors de combat les douze hommes du sergent Bontemps.

— Que les blessés tirent toujours assis ou à plat-ventre, s'écrie Bontemps, les yeux enflammés, la figure noircie par la poudre.

Personne ne lui répond. Les douze hommes étaient tués raides.

— Tirons donc tout seul en battant en retraite.

Il fouille dans sa giberne, il n'y restait plus de cartouche.

— Les camarades sont morts à temps, fit le sergent, ils n'avaient plus de munitions. Mais, moi, quand il n'y en a plus; il y en a encore... oui, encore une cartouche... Ce sera la dernière que je brûlerai, mais elle sera bonne.

Il recueille de la poudre répandue sur le terrain, la met dans le canon de son fusil, prend la cartouche pleine de *demi-napoléons*, dont il a déjà donné les deux sœurs à la ferme des Croisettes et à Douai, la fourre dans le canon de son arme, bourre, arme le chien et s'apprête à faire feu.

— Choisissons notre homme, se dit le grenadier,

une charge d'or est digne d'un général.

En ce moment, un officier supérieur anglais, accompagné d'un général prussien, accourt gourmander la lenteur de ce bataillon qui se laisse retenir par quelques hommes.

— Voilà mon affaire, dit Bontemps.

En joue, feu!

Le sergent tire, l'officier anglais et le général prussien tombent de leurs chevaux mortellement blessés.

— Mon lieutenant! s'écrie Bontemps, vous êtes vengé! Maintenant, les amis, je vais aller vous retrouver. Vive l'empereur! vive la France!

Et le sergent de grenadiers s'élance sur les Anglais, la baïonnette au bout du fusil, en immole plusieurs à son patriotique désespoir, et tombe bientôt lui-même percé de coups, comme un nouveau d'Assas.

FIN.

humaine. les attractions plus ou moins passionnées et cette fameuse queue promise à nos heureux descendants.

S'il en est ainsi, nous qui connaissons l'orateur, nous qui l'avons entendu au club et ailleurs, nous ne pouvons nous empêcher de plaindre, non pas la Chambre qui se livrera à des conversations particulières, mais le *Moniteur* et ceux qui se croient obligés de tout lire.

C'est égal, Mme Nini Niboyet sera bien fière et bien heureuse, quel honneur pour la famille!

— On assure que près de deux cents clubistes lyonnais de premier mérite, ceux qui ont toujours montré le plus de résolution et d'énergie pour la cause socialiste, sont allés à Paris.

Nous ignorons si ce bruit est fondé; mais si les Lyonnais en question sont partis, à coup sûr ils n'ont pas fait ce voyage sans but. L'autorité de la capitale veille déjà sur ceux qu'elle a l'habitude de voir de près, il est présumable qu'elle ne fermera pas d'avantage les yeux sur les nouveaux venus.

— Des mouvements de troupes continuent à avoir lieu dans notre ville et aux environs. Nous ignorons s'il s'agit d'envoyer en Italie des renforts, ou de prendre de nouveaux contingents pour former une armée sur les bords du Rhin, comme le bruit en a couru ces jours derniers.

— On a volé, ces jours derniers, hôtel du Cheval blanc, une montre en or et une bourse à un négociant qui logeait dans cet hôtel. On connaît le voleur, la police est sur ses traces.

— On vient d'arrêter deux faussaires émérites, dont l'un avait su contrefaire les signatures et les sceaux de plusieurs administrateurs civils et militaires. Jusqu'à ce jour ils étaient parvenus à se mettre à l'abri des poursuites de la police en changeant de noms et en se fabriquant de faux papiers.

— Nous apprenons à l'instant que M. Brion, le nouveau premier président, est arrivé vendredi dans notre ville; il a reçu aujourd'hui la magistrature et le barreau; demain il doit être installé.

— En vain les parents recommandent-ils à leurs enfants de ne point aller s'amuser au bord du Rhône et de la Saône; — mais fruit défendu, c'est si bon! — Ceux-ci, n'écoutant que leur mauvais instinct, vont chaque jour sur l'une des deux rives jouer « au marinier. » L'un de ces enfants, en voulant faire mouvoir un bateau, est tombé dans le Rhône dimanche dernier. N'écoutant que sa généreuse inspiration, un passant s'est jeté tout habillé dans le fleuve; vaincu par la fatigue, il allait disparaître avec celui qu'il venait de sauver, lorsque des marinières, entendant leurs cris de détresse, sont parvenus à les retirer tous deux sains et saufs. Nous regrettons de ne pouvoir citer le nom de ce courageux citoyen.

— Encore une perte douloureuse à enregistrer : Mlle Naldi, jeune cantatrice qui, par son talent, a laissé à Lyon de bons souvenirs, vient de succomber à Paris victime du choléra. Comme le cygne, Mlle Naldi, avant sa mort, s'était fait entendre dans un brillant concert; elle y avait, suivant sa coutume, recueilli les suffrages les plus flatteurs.

— THÉÂTRE-NATIONAL DE LA GUILLOTIÈRE. — Dimanche 27 courant, première représentation de M. Marius Banier, ex-premier rôle du théâtre de Rouen, et de M. Dastrovigne, premier danseur comique du Grand-Théâtre de Lyon.

Le spectacle se composera :
1° De deux vaudevilles et de *Paris la Nuit*, drame en 8 tableaux, dans lequel M. MARIUS remplira le rôle de Guichard, normand;

2° La *Matelotte*, dansée par M. DASTROVIGNE;
3° La *Polichinelle*, pas d'échasses, par M. DASTROVIGNE.

Nouvelles étrangères.

PRESBOURG, 17 mai. — On annonce que Bude s'est rendue sans conditions. La garnison, forte de 3,000 hommes, a été transférée à Comorn. On s'attend à une grande bataille.

FRONTIÈRE DE POLOGNE, 16 mai. — La division Grabbe, concentrée près de Kalish, a reçu ordre de partir en toute hâte pour Cracovie. Elle doit y arriver dans six jours.

Les journaux de Francfort ne sont pas arrivés aujourd'hui à Paris.

— On écrit de Carlsruhe (grand-duché de Bade), le 19 mai :

On a amené ici, hier soir, un grand nombre d'officiers badois, dont, après un court interrogatoire, un certain nombre ont été mis en liberté, et les autres jetés dans les prisons; parmi ces derniers se trouve

M. de Hinkeldey, colonel de dragons.

Du 19. — Les autorités françaises traitent le grand-duc réfugié à Hagueneau avec toute sorte d'égards et de prévenances. Le commandant militaire de Strasbourg a envoyé à Lauterbourg un détachement de lanciers pour accompagner le grand-duc jusqu'à Hagueneau, où il loge chez le colonel. Nos fugitifs en général, et particulièrement les officiers, jouissent chez nos voisins de l'Alsace d'un appui presque touchant.

— Le grand-duc a adressé une proclamation à son peuple, datée de Berg (Bavière rhénane), le 17 mai, et contresignée par tous les ministres. Il proteste solennellement contre tout ce qui pourra se faire dans ses Etats pendant l'insurrection, et déclare nulles toutes les mesures du comité du pays.

Le grand-duc engage ses sujets à rentrer dans l'ordre, et promet amnistie entière aux soldats qui se sont laissés entraîner dans la révolte et qui rentrent dans le devoir.

On écrit de Kaiserslautern (Bavière), 19 mai :
De nouvelles troupes accourent chaque jour de Landau se ranger sous les drapeaux du gouvernement provisoire; l'artillerie même, qui avait conservé jusqu'ici une attitude incertaine, commence à passer du côté du peuple. Le commandant de Landau a publié l'état de siège et fermé les portes de la ville.

L'alliance offensive et défensive avec Bade a été conclue hier de la manière proposée par le comité de sûreté.

On écrit de Darmstadt, 19 mai :
Le ministre de la guerre, comte Lerhbach, est arrivé ici hier soir, venant d'Heppenheim. Le général de Schaeffer se charge du commandement des troupes combinées, réunies à la frontière badoise.

SCHLESWIG-HOLSTEIN. — On lit dans la *Réforme allemande*, en date de Berlin, le 19 :

« On écrit de Hambourg, en date d'hier, que Friedericia est bombardée, que les Prussiens sont entrés à Aarhus, et qu'une grande frégate à vapeur anglaise est arrivée à Cuxhaven. »

ESPAGNE. — CATALOGNE. — On écrit de Calaf, du 8, qu'il y eut à Gravalosa une grande réunion des chefs des factieux, où se rendirent Huertas, Guerso de Ratera, Pilas, Serradell, Serracantis, Baldrich et quelques autres, n'ayant pu rassembler entre tous qu'environ 150 hommes. Ne pouvant plus tenir la campagne, ils résolurent que ceux qui n'avaient à se reprocher que d'avoir pris les armes pour soutenir les prétentions du comte de Montémolin, se présenteraient pour faire leur soumission, et que ceux qui pourraient être recherchés par la justice émigraient. — Ainsi, la guerre civile est à peu près finie; mais il est à craindre que des hommes accoutumés depuis longtemps à cette vie errante et aventureuse, ne se forment en bandes de Trabucayres. Déjà à Labajol un parti de 25 hommes, tous armés de tromblons, ayant un nommé Renard à leur tête, exigeaient de l'alcade 4,000 reaux; celui-ci ne pouvant les satisfaire, ils l'emmenaient vers la haute montagne, lorsqu'il fut délivré par un somaten qui se trouva par hasard sur les lieux.

Borgés et les Trystancs sont les seuls chefs sérieux dont on n'a pas de nouvelles positives; on ignore s'ils ne se tiennent pas cachés pour recommencer la guerre plus tard, ou bien s'ils ne prennent pas leurs dispositions pour se réfugier en France.

Nouvelles diverses.

Le 17 courant, a eu lieu à Madrid un spectacle tout-à-fait extraordinaire dont la cour et la ville s'occupaient depuis plus de deux semaines. Ils s'agissait d'un combat entre un tigre du Bengale, appartenant à la ménagerie de M. Charles, dompteur d'animaux, et un taureau choisi parmi les plus renommés d'Espagne. Des paris considérables étaient engagés en faveur des deux combattants, (20,000 duros, environ 100,000 francs). Voici le récit que fait de cette représentation un journal de Madrid. Le vaste cirque de la place des taureaux était plus que plein, et au dehors une foule compacte attendait avec anxiété l'issue du combat : c'était pour la plupart des assistants une question d'amour-propre national. La représentation commença par une chasse au cerf, puis vinrent les exercices de M. Charles avec ses deux hyènes apprivoisées, ensuite un combat de chiens contre un ours de la mer glaciale, et enfin le grand drame qui tenait tout Madrid en suspens commença. La porte de la cage où se tenait le tigre et celle du

toril où était renfermé le taureau furent ouvertes en même temps. Le taureau sortit le premier. Ses formes, sa vigueur, la beauté du pied plurent tout d'abord au public, qui s'intéressa aussitôt au noble et magnifique produit andaloux.

Un instant après sortit le tigre, mais abattu et engourdi comme le captif qui sort d'une longue prison. Il fit quatre pas en avant, puis s'assit sur ses deux pattes de derrière en posture de combat : il venait d'apercevoir le taureau. Celui-ci aussi venait d'envisager son terrible ennemi et s'avancait sur lui, la tête basse et d'un pas assuré. Il s'arrêta un instant pour le considérer, puis avec toute la fougue d'une vigoureuse nature fondit sur lui. Le tigre fit un bond et se prépara à étreindre le brave andaloux dans ses terribles griffes; mais il était écrit là-haut que la noble blessée triompherait de la férocité; car, à la première rencontre, le héros du Bengale fut mis hors de combat par un coup de corne à la tête.

Le vainqueur après ce haut fait se rendit au milieu du cirque regardant le public d'un air triomphant, tandis que le vaincu étendu sur le sol, était achevé, à la demande du public, par les chiens. Puis la foule envahit le cirque et se partagea les dépouilles du vaincu. LL. MM. assistèrent à ce spectacle et se retirèrent dès que le taureau (il solitario) fut rentré au toril.

Les environs de Madrid et même les capitales voisines avaient fourni un énorme contingent. On calcule que 90,000 personnes assistaient à cette représentation. On n'a eu aucun accident à déplorer.

— Les journaux de Madrid ne contiennent aucune nouvelle politique intéressante.

— Le bruit d'une double détonation a causé avant-hier, entre dix et onze heures du soir, une assez vive émotion dans la rue du faubourg St-Antoine, à la hauteur des rues Sainte-Marguerite et Lenoir. Les passants virent au même instant une jeune personne d'une vingtaine d'années chanceler et tomber sans mouvement sur le pavé, et, à côté d'elle, un homme d'une trentaine d'années, tenant à la main les deux pistolets qu'il venait de décharger sur elle. Les sergents de ville, accourus au bruit de la détonation, s'emparèrent aussitôt de cet homme, qui ne leur opposa pas de résistance, et la victime fut transportée immédiatement chez un pharmacien, où les secours les plus empressés lui furent prodigués, mais inutilement: le premier coup de feu l'avait atteinte à l'oreille, le second l'avait frappée dans la région du cœur et avait déterminé la mort instantanée.

Voici les principales causes qui ont provoqué cet assassinat:

Louise Chariot, c'est le nom de la victime, âgée de vingt à vingt-un ans, avait entretenu des relations intimes avec l'assassin, ancien sergent au 27^e de ligne, retiré du service militaire. Il y a quelque temps, une brouille survenue entre eux déterminait Louise à le quitter, et elle lui signifia qu'à partir de ce moment la séparation serait définitive.

L'ex-sergent parut très affecté de cette résolution. Un peu plus tard, il fit plusieurs tentatives de rapprochement, mais ce fut toujours en vain; après avoir employé les prières, il eut recours aux menaces et il n'eut pas plus de succès. Avant-hier soir, sachant que Louise se trouvait dans un bal du faubourg St-Antoine, il s'arma de deux pistolets qu'il avait fortement chargés à balles et dont l'une avait été préalablement machée à dessein; puis, après avoir caché les armes dans ses poches, il se rendit dans ce bal et chercha de nouveau à renouer les relations interrompues. Voyant qu'il n'éprouvait qu'un refus positif, il sortit, se posta à une petite distance de la porte extérieure du bal, et quand il aperçut son ancienne maîtresse qui sortait, il s'avança sur elle et lui déchargea dans la direction de la tête l'un de ses pistolets. La balle laboura l'oreille et arracha des cris de douleur et d'effroi à la victime. L'assassin, jugeant que son but n'était pas atteint, déchargea aussitôt son second pistolet, mais cette fois dans la direction du cœur, et la victime fut frappée mortellement. Le meurtrier a prétendu que l'un des pistolets était destiné pour lui. Du reste, il avoue tous ces faits; c'est même lui qui a spontanément fait connaître qu'il avait maché l'une des balles.

A. MEINEL, gérant.

CHANOINE, imprimeur, à Lyon, 18, place de la Charité